

Éditorial : Nous pouvons, et nous devons, mettre fin à la pauvreté

par

Erik Solheim,

Président du Comité d'aide au développement de l'OCDE

La pauvreté est, depuis des temps immémoriaux, un fléau. Elle continue de heurter notre sensibilité et nos principes moraux, et de nous atteindre dans notre humanité même. Il faut que cela cesse. Nous vivons une époque riche de promesses et de perspectives où les avancées technologiques, les scénarios de développement probants et la volonté politique peuvent ouvrir la voie à l'élimination de la pauvreté, en particulier de l'extrême pauvreté. Aujourd'hui, nous *pouvons* « venir à bout de la pauvreté » et libérer les générations futures de son emprise tenace et dévastatrice.

Ce qui ne veut pas dire que nous n'avons pas déjà obtenu des résultats prometteurs dans la lutte contre la pauvreté. Pendant la révolution industrielle, les transformations économiques et sociales dans de nombreux pays ont arraché des millions de personnes aux griffes de la pauvreté. L'après-Seconde Guerre mondiale a été marqué par un autre pas en avant spectaculaire : le progrès scientifique et technologique, la puissance de l'esprit d'entreprise, les forces du marché et la politique de redistribution, ont littéralement porté la croissance pendant cette période, et alimenté une ample prospérité dans les pays d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie de l'Est.

Depuis 1990, les progrès se poursuivent, plus marquants encore que les avancées antérieures sur la voie de la réduction de la pauvreté à l'échelle mondiale. De fait, la génération des années 90 a été la plus favorisée au niveau mondial – toutes régions confondues – pour ce qui est du recul de la pauvreté. Les gens sont plus grands, mieux nourris et en meilleure santé, comme en témoignent l'allongement de l'espérance de vie tout comme la réalisation, avant l'échéance fixée à 2015, du premier des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) consistant à réduire de moitié la proportion de la population vivant dans l'extrême pauvreté. Si ce résultat est dans une large mesure imputable aux effets de la forte croissance économique de la République populaire de Chine, beaucoup d'autres pays ont également accompli des progrès remarquables dans la lutte contre la pauvreté. Cinq pays d'Afrique par exemple – le Bénin, l'Éthiopie, la Gambie, le Malawi et le Mali – figurent dans le haut du classement mondial pour les progrès

accomplis au regard de l'ensemble des OMD par rapport à leur situation initiale. Les OMD ont nourri une force de persuasion ainsi qu'une détermination et une volonté politiques qui ont assurément été déterminantes pour l'obtention de résultats très positifs.

Néanmoins, la bataille est loin d'être gagnée. Pour plus d'un milliard d'individus, se procurer un abri et de quoi manger, et satisfaire les besoins élémentaires de tout être humain, demeurent un combat quotidien. Le fait que nous avançons dans la bonne direction n'est nullement une consolation pour un père totalement démuné qui, quelque part en Afrique du Sud, vient de perdre son enfant d'une maladie pourtant évitable. Il est temps de se débarrasser de l'extrême pauvreté une fois pour toutes. Nous devons impérativement mobiliser nos ressources, nos facultés de raisonnement, nos acquis, notre ingéniosité et notre volonté politique pour changer le destin des plus pauvres d'entre les pauvres, car ce sont les personnes auxquelles il est le plus difficile de donner accès aux biens et aux services publics, et celles qu'il est le plus difficile d'intégrer dans la vie économique, politique et sociale.

Nous avons beaucoup à apprendre des pays qui ont mené cette lutte avec succès, et nous devons nous inspirer des choix stratégiques qu'ils ont faits, des mesures et des initiatives qu'ils ont mises en place, et des priorités qu'ils ont définies. Le présent rapport est un recueil des bonnes pratiques reconnues au niveau international reposant sur des solutions éprouvées « à l'échelon local » pour faire reculer la pauvreté : on y trouve rassemblés des exemples réels concrets susceptibles d'être déclinés à d'autres contextes. Je suis redevable à de nombreux dirigeants, experts et responsables de l'action publique, qui ont accepté de partager leurs connaissances égrenées au fil des exemples présentés dans les pages qui suivent.

Nous sommes la première génération de l'histoire de l'humanité à avoir la capacité de venir à bout de la pauvreté, et notre mot d'ordre doit être : « Oui, nous y parviendrons ! »

Un dessein ambitieux, mais réaliste

Nous avons été témoins, au cours des 50 dernières années, de quelques réussites remarquables, sur le plan du développement, dans des pays dont l'exemple indique la voie à suivre à d'autres nations désireuses de l'emprunter. En l'espace de deux générations, la Corée, qui figurait parmi les pays du monde enregistrant le plus faible revenu, s'est muée en une nation prospère, moderne et efficace, possédant un secteur productif bien intégré dans le paysage mondial des échanges et de l'investissement, et forte d'une classe moyenne nombreuse en pleine ascension. Plus important encore, la Corée peut s'enorgueillir d'avoir progressé à l'aune de tous les indicateurs sociaux, économiques et politiques, tout en veillant à donner un caractère durable à sa croissance en « écolisant » son infrastructure économique.

On compte évidemment bien d'autres cas de réussite : le Bangladesh, le Chili (chapitre 16, solution n° 3), le Ghana, l'Inde, l'Indonésie et la Turquie, pour n'en citer que quelques-uns. La Chine, quant à elle, a soustrait à la pauvreté plus de personnes que n'importe quel autre pays dans toute l'histoire de l'humanité (chapitre 8).

À l'heure où le monde commence à élaborer un nouveau cadre pour orienter le développement mondial lorsque les OMD seront arrivés à expiration en 2015, tout se conjugue pour nous inviter à éradiquer l'extrême pauvreté ; ce dessein auparavant considéré comme « ambitieux » gagne progressivement du terrain et de la crédibilité. De nombreux responsables politiques et personnalités – tels le Président Obama dans son discours sur l'état de l'Union prononcé en 2013, le chanteur Bono, et le Président du Groupe de la Banque mondiale, M. Jim Yong Kim – ont explicitement appelé le monde à faire de l'élimination de la pauvreté l'objectif suprême qui gouvernera le nouveau cadre de l'après-2015.

Un objectif ambitieux, certes, mais réaliste. Pour la première fois de l'histoire, nous disposons des connaissances, des outils, des technologies, des politiques et des ressources nécessaires, pour mettre fin à l'extrême pauvreté. Il nous faut désormais éveiller, au niveau mondial, la volonté politique de prendre cette cause à bras-le-corps et de mener le combat jusqu'au bout.

La dynamique politique est cruciale

Les initiatives récentes en matière de réduction de la pauvreté qui se sont révélées probantes l'ont souvent été à la faveur d'une croissance rapide et soutenue allant de pair avec une montée en puissance de la classe entrepreneuriale, mais la croissance n'est pas une condition suffisante (chapitre 3). Il est primordial de prendre des mesures pour élargir l'accès aux actifs et assurer la répartition de la richesse ; le régime foncier, les droits de l'Homme et la participation à la prise de décisions sont des aspects tout aussi fondamentaux (voir partie II). Nous devons accorder un intérêt renouvelé à la compréhension des diverses dimensions politiques du développement, notamment aux moyens à mettre en œuvre pour redonner aux pauvres et aux marginalisés la possibilité de prendre leur destin en main (chapitre 16, solution n° 5) et faire en sorte que la richesse produite par la croissance soit équitablement répartie.

Rien ne peut remplacer une dynamique forte pour instiller la volonté politique, au sein d'une société, de combattre l'extrême pauvreté. En Afrique, par exemple, l'impulsion donnée par le précédent Premier ministre éthiopien, M. Meles Zenawi, et sa volonté de concentrer l'effort sur la gestion axée sur les résultats, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté, ont été exemplaires. On pourrait en dire autant d'un certain nombre de présidents ghanéens, issus de différents partis politiques, dont le point commun a été d'avoir milité pour la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire des plus pauvres, et qui ont permis au Ghana de mettre en œuvre une stratégie de développement fructueuse centrée sur le développement du secteur privé, la valorisation des ressources humaines et le respect des principes de bonne gouvernance. Au Brésil, le président Lula a révolutionné la destinée de millions de Brésiliens en adoptant une série de mesures visant à drainer des ressources directement vers les personnes se situant tout en bas de la pyramide. Sa contribution fait l'objet d'un chapitre du présent rapport, dans lequel il décrit comment il a surmonté les difficultés politiques auxquelles il s'est heurté afin d'atteindre les objectifs sociaux et économiques qu'il visait pour son pays (chapitre 7).

Nous devons trouver le juste équilibre entre la réduction de la pauvreté et la durabilité environnementale

La croissance mondiale actuelle nous impose un lourd tribut en termes de dégradation de l'environnement, et elle nous rapproche de nos frontières planétaires, nous exposant même au risque de les franchir. Cette situation a une importance considérable tant pour les générations actuelles que pour les générations futures, mais particulièrement pour les pauvres, les plus dépendants de la nature pour leur nourriture, leurs moyens de subsistance, leur énergie, leur sécurité et leur santé. Les pauvres et les défavorisés sont également les plus exposés aux conséquences négatives du changement climatique. Il est capital pour eux de mieux gérer les stocks de ressources naturelles – sols, eau, biodiversité et autres éléments précieux – et d'améliorer le bien-être tout en préservant les écosystèmes et les biotopes locaux. Les pays de l'OCDE ont l'obligation d'honorer l'engagement qu'ils ont pris, au niveau international, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, et de mobiliser 100 milliards USD par an, à compter de 2020, pour combattre les effets du changement climatique sur les pays du Sud.

S'il n'est pas toujours facile de concilier réduction de la pauvreté et durabilité environnementale, des progrès notables sont toutefois perceptibles. Ces dix dernières années, par exemple, le Brésil a nettement fait reculer l'extrême pauvreté et les inégalités (chapitre 7) tout en réduisant la déforestation de 80 %. L'Éthiopie ambitionne de devenir un pays à revenu intermédiaire sans pour autant accroître ses émissions de gaz à effet de serre, et a élaboré une Stratégie pour une économie verte résiliente face au changement climatique qui doit lui servir de feuille de route pour y parvenir. Le mécanisme de paiements pour services environnementaux, institué par le Costa Rica, décrit en détail dans le présent rapport (chapitre 10, solution n° 1), n'a pas d'équivalent. Il a permis au pays de concilier la réduction de la pauvreté et des objectifs de développement durable. De nombreuses autres études de cas sont présentées de façon détaillée dans le *Rapport sur la coopération pour le développement* de l'année dernière.

Néanmoins, il reste encore beaucoup à faire. Nous sommes loin d'avoir atteint une masse critique de pays prenant systématiquement en compte l'environnement dans leurs stratégies de réduction de la pauvreté. Des obstacles majeurs entravant la communication et la coopération entre les secteurs économiques et sociaux et le secteur de la planification, et entre les ministères chargés de l'environnement et du changement climatique, subsistent dans nombre de pays. Sur le plan international, il faut cibler beaucoup plus étroitement les efforts pour promouvoir efficacement la cohérence et la collaboration entre les spécialistes du changement climatique et du développement.

Il est notamment urgent d'améliorer la cohérence des mesures coûteuses et aux effets pervers qui sont applicables aux combustibles fossiles en vigueur dans la plupart des pays du monde. Les États dépensent chaque année des milliards de dollars pour financer des subventions généralisées à l'essence et au gazole. Entre 2005 et 2011, les pays de l'OCDE ont dépensé approximativement entre 55 et 90 milliards USD par an en subventions aux combustibles (OCDE, 2013). En Afrique subsaharienne, les subventions à l'énergie ont représenté en moyenne près de 3 % du produit intérieur brut – soit à peu près le même montant que celui consacré aux dépenses de santé publique (Alleyne et Hussain, 2013). Les pays du Nord et du Sud s'accordent sur un point : les subventions aux combustibles fossiles sont inefficaces et encouragent une consommation excessive ; elles sont en outre généralement beaucoup plus avantageuses pour la classe moyenne et pour les riches que pour les pauvres. Les dépenses qu'elles occasionnent pourraient être ciblées de telle manière qu'elles bénéficient uniquement aux populations qui en ont vraiment besoin, ou être affectées à la promotion des énergies renouvelables ou à l'amélioration de l'efficacité énergétique. Pourquoi, alors, maintenons-nous des subventions dont le monde a décidé qu'elles devraient être supprimées ?

Le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement ouvre des perspectives pour l'avenir

La politique internationale, les alliances géopolitiques et les jeux de pouvoir économique ont évolué ces 25 dernières années. Le monde d'aujourd'hui, devenu multipolaire, est de plus en plus divers et complexe ; il ouvre en même temps la perspective à un nombre croissant de nations de jouer un rôle moteur, d'exercer une influence et d'agir positivement. Face à des défis communs, comme la pauvreté, le changement climatique, les conflits régionaux, les obstacles aux échanges internationaux, la stabilité des marchés de capitaux et la délinquance internationale, nous devons trouver des solutions communes.

Or, tous ces défis s'entremêlent et pèsent sur la coopération pour le développement. Le paysage international de la coopération pour le développement tel qu'il se présente actuellement s'organise autour de types d'organisations, de groupements et de ressources plus diversifiés que jamais ; les pays partenaires en développement doivent faire face à une complexité, une concurrence et des difficultés de gestion également accrues. Si nous voulons être circonspects et efficaces, il nous faut absolument privilégier la compréhension et le respect mutuels et partager les bonnes pratiques au sein de la communauté internationale du développement.

Le Partenariat mondial pour une coopération efficace au service du développement est exactement ce qu'il nous faut. Cette coalition sans équivalent de représentants gouvernementaux et de représentants de la société civile, du secteur privé et d'institutions internationales, a été créée à l'occasion du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui a eu lieu à Busan en 2011. Elle avait vocation à mobiliser et coordonner les efforts et les ressources déployées à l'échelle mondiale à l'appui d'un développement plus efficace. Le Partenariat mondial jouera un rôle essentiel en tant que processus grâce auquel les acteurs du développement pourront plus facilement collaborer, débattre des avantages et des inconvénients des divers instruments et politiques, partager de bonnes pratiques, encourager la collaboration et favoriser l'action concrète, autant de préalables indispensables à une mise en œuvre réussie du programme de développement de l'après-2015. Il nous incombe à tous désormais de nous appuyer sur ce partenariat inédit et inclusif pour améliorer notre effort de coopération pour le développement.

Quelques réflexions en conclusion

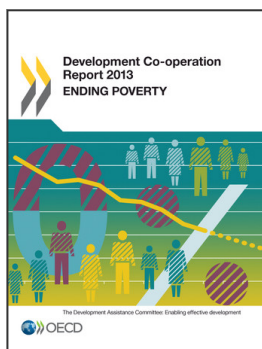
Nous ne devons jamais oublier que l'extrême pauvreté ne se résume pas à un seuil de revenu, fixé à 1.25 USD par jour, et qu'elle va bien au-delà du fait d'avoir faim, d'être mal logé ou d'être incapable de prendre soin convenablement de la génération suivante et de l'éduquer. La pauvreté est aussi synonyme de vulnérabilité, d'humiliation, de discrimination, d'exclusion et d'injustice.

J'ai en tête des images qui me hantent du visage humain de la pauvreté. Celle de la force et de l'intégrité inaltérables de cette jeune femme que j'ai rencontrée à un poste d'alimentation installé au Malawi, frappé par la sécheresse, qui avait décidé de prendre en charge les trois enfants de sa sœur décédée, en plus des siens. Celle de cette jeune mère haïtienne vivant dans la misère et essayant de s'occuper le mieux possible de son enfant né d'un viol. Celle d'une foule de pauvres assaillant un guichet dans une gare du sous-continent indien, ignorés par le guichetier qui pourtant m'a immédiatement vendu un billet.

Le monde doit comprendre et se rappeler que les droits de l'homme ne font pas seulement référence aux droits politiques : ils recouvrent le droit à l'éducation, à la santé, à la sécurité, aux perspectives économiques et à la dignité. Ils sont plus d'un milliard – soit environ 22 % de la population du monde en développement – à souffrir de cette injustice, et c'est en les rétablissant dans la totalité de leurs droits humains que nous nous débarrasserons pour toujours du fléau de l'extrême pauvreté.

Références

- Alleyne, T. et M. Hussain (2013), « Energy Subsidy Reform in Sub-Saharan Africa: Experiences and Lessons », *Document du Département Afrique*, n° 13/2, Fonds monétaire international, www.imf.org/external/pubs/cat/longres.aspx?sk=40480.0.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) (2013), *Inventory of Estimated Budgetary Support and Tax Expenditures for Fossil Fuels 2013*, Éditions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264187610-en>.



Extrait de :
Development Co-operation Report 2013
Ending Poverty

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/dcr-2013-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

Solheim, Erik (2013), « Éditorial : Nous pouvons, et nous devons, mettre fin à la pauvreté », dans OCDE, *Development Co-operation Report 2013 : Ending Poverty*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/dcr-2013-3-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.